



# L'acharnement contre Julian Assange ne laisse aucun refuge au journalisme honnête

Par [Jonathan Cook](#)

Mondialisation.ca, 26 décembre 2021

[jonathan-cook.net](#) 17 décembre 2021

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Le message envoyé aux journalistes ne pourrait être plus clair ni plus effrayant : ce qui est arrivé à Assange peut aussi vous arriver.

Ce n'est pas un hasard si Julian Assange, le journaliste et militant de la transparence numérique qui a fondé Wikileaks pour aider les lanceurs d'alerte à nous dire ce que les gouvernements occidentaux font vraiment dans l'ombre, a passé dix ans à disparaître progressivement dans cette même ombre.

Son traitement est un crime similaire à ceux que Wikileaks a dénoncés lorsqu'il a publié, il y a un peu plus de dix ans, des centaines de milliers de fuites – des documents que nous n'étions jamais censés voir – détaillant les [crimes de guerre commis](#)] par les États-Unis et la Grande-Bretagne [en Irak](#) et [en Afghanistan](#).

Ces deux pays occidentaux [ont tué des non-combattants](#) et pratiqué la torture non pas, comme ils l'ont prétendu, dans le cadre de la légitime défense ou de la promotion de la démocratie, mais pour imposer leur contrôle sur une région stratégique et riche en ressources.

Le fait que le sort juridique et physique d'Assange soit entre les mains de deux États qui ont le plus à perdre en lui permettant de recouvrer sa liberté et de publier davantage de vérités qu'ils veulent garder cachées constitue un paradoxe ultime et terrible. En redéfinissant son journalisme comme de l'«[espionnage](#)» – le fondement de la demande d'extradition des États-Unis – ils sont déterminés à garder le génie dans la boîte.

## Détourner l'attention

La semaine dernière, en annulant une décision d'une juridiction inférieure qui aurait dû permettre à Assange de recouvrer la liberté, la Haute Cour anglaise [a consenti](#) à maintenir Assange enfermé indéfiniment. Il est en détention provisoire – il n'a été reconnu coupable d'aucun crime – et pourtant il continuera à pourrir en isolement dans un avenir prévisible, ne voyant pratiquement pas la lumière du jour ou d'autres êtres humains, dans la prison de haute sécurité de Belmarsh, aux côtés des criminels les plus dangereux de Grande-Bretagne.

La décision de la Haute Cour nous oblige à détourner l'attention. Assange et son « crime » supposé, à savoir la recherche de la transparence et de la responsabilité, sont devenus le sujet de l'actualité, au lieu des crimes qu'il a révélés et qui ont été perpétrés par les États-

Unis pour détruire des régions entières et [dévaster la vie de millions de personnes](#).

L'objectif est d'empêcher le public de mener le débat qu'Assange voulait lancer par son journalisme : sur les crimes des États occidentaux. Au lieu de cela, le public est détourné vers un débat souhaité par ses persécuteurs : savoir si Assange pourra un jour être autorisé à sortir de sa cellule en toute sécurité.

Les avocats d'Assange sont également détournés des vrais problèmes. Ils vont maintenant être bloqués pendant des années dans d'interminables combats d'arrière-garde, pris dans la recherche de détails techniques juridiques, luttant pour obtenir une audience dans n'importe quel tribunal afin d'empêcher son extradition vers les États-Unis pour y être jugé.

Le processus lui-même a pris le dessus. Et tandis que les détails juridiques sont ratissés sans fin, le fond de l'affaire - à savoir que ce sont les responsables américains et britanniques qui doivent être tenus pour responsables des crimes de guerre - sera escamoté.

Un silence permanent

Mais il y a pire que l'injustice juridique du cas d'Assange. Il n'y a peut-être pas besoin de scie à métaux cette fois, mais il s'agit d'un crime contre le journalisme aussi viscéral que [le démembrement](#) du chroniqueur du Washington Post [Jamal Khashoggi](#) par des responsables saoudiens en 2018.

Et l'issue pour Assange n'est que légèrement moins préétablie qu'elle ne l'était pour Khashoggi lorsqu'il est entré dans l'ambassade saoudienne à Istanbul. L'objectif des responsables américains a toujours été de faire disparaître Assange de façon permanente. Peu leur importe comment.

Si la voie juridique est couronnée de succès, il finira par se retrouver aux États-Unis, où il pourra [être enfermé jusqu'à 175 ans](#) en isolement cellulaire sévère dans une prison super-max, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il meure de causes naturelles. Mais il y a de fortes chances qu'il ne survive pas aussi longtemps. En janvier dernier, un juge britannique a rejeté l'extradition de Julian Assange vers les États-Unis en raison de son « risque de suicide », et les experts médicaux ont averti que ce ne sera qu'une question de temps avant qu'il n'y parvienne.

C'est la raison pour laquelle le tribunal de district a [bloqué l'extradition](#) - pour des raisons humanitaires. Ces motifs ont été annulés par la Haute Cour la semaine dernière uniquement parce que les États-Unis ont offert des « [garanties](#) » que des mesures seraient mises en place pour s'assurer qu'Assange ne se suicide pas. Mais les avocats d'Assange ont souligné que ces assurances « n'étaient pas suffisantes pour répondre aux préoccupations concernant la santé mentale fragile d'Assange et son risque élevé de suicide ». Ces préoccupations auraient dû être évidentes pour les juges de la Haute Cour.

En outre, des dizaines d'anciens responsables de la CIA et de la précédente administration américaine [ont confirmé](#) que l'agence prévoyait d'exécuter Assange lors d'une opération extrajudiciaire en 2017. C'était peu de temps avant que les États-Unis ne soient contraints par les circonstances de passer à la voie actuelle de l'extradition formelle. Les arguments avancés aujourd'hui pour son bien-être par les mêmes fonctionnaires et institutions qui ont failli le tuer n'auraient jamais dû être acceptés comme étant de bonne foi.

En fait, il n'est pas nécessaire de spéculer sur la mauvaise foi des Américains. Elle n'est que trop apparente dans la myriade de [clauses dérogatoires](#) contenues dans les « assurances » qu'ils ont fournies. Ces assurances peuvent être rompues, par exemple, si les responsables américains décident qu'Assange n'est pas coopératif. Les promesses peuvent être et seront ignorées dès qu'elles deviendront un obstacle à la capacité de Washington de maintenir Assange dans le silence de façon permanente.

Piégé dans une cage

Mais si perdre la bataille de l'extradition est un enjeu important, la procédure judiciaire elle-même l'est tout autant. Cela pourrait achever Assange bien avant qu'une décision soit prise, comme l'a indiqué sa fiancée Stella Moris ce week-end. Elle [a confirmé](#) qu'Assange avait subi une petite crise cardiaque lors d'une audience en octobre dans le cadre de l'interminable procédure d'extradition. Il semblerait qu'il ait subi des dommages neurologiques et qu'il prenne maintenant des médicaments contre les accidents vasculaires cérébraux pour tenter d'éviter qu'ils ne se reproduisent.

Assange et ses amis pensent que l'attaque a été provoquée par la double pression constante de son isolement à Belmarsh et d'une procédure judiciaire menée sur son dos, à laquelle il est à peine autorisé à participer.

Nils Melzer, expert des Nations unies en matière de torture, a signalé à plusieurs reprises qu'Assange a été soumis à une torture psychologique prolongée au cours des neuf années qui se sont écoulées depuis qu'il s'est [réfugié à l'ambassade](#) d'Équateur à Londres pour échapper aux efforts des États-Unis pour le persécuter.

Cette forme de torture, [a souligné M. Melzer](#), a été perfectionnée par les nazis car elle s'est avérée beaucoup plus efficace pour briser les gens que la torture physique. Moris [a déclaré](#) au *Daily Mail* : « [L'attaque] aggrave nos craintes quant à la capacité [d'Assange] de survivre à la longue bataille juridique qui se poursuit. ... Regardez les animaux enfermés dans des cages dans un zoo. Leur vie est écourtée. C'est ce qui arrive à Julian ».

Et cela semble effectivement être le prix à payer pour les responsables américains qui voulaient [de toute façon l'assassiner](#). Quoi qu'il arrive à Assange, l'État sécuritaire américain sans foi ni loi gagne : soit il le met derrière les barreaux pour toujours, soit il le tue tranquillement et en toute légalité, pendant que tout le monde est distrait, se disputant sur qui est Assange plutôt que sur ce qu'il a exposé.

Prisonnier politique

En fait, à chaque rebondissement de la procédure contre Assange, nous nous éloignons des réalités au cœur de l'affaire pour nous diriger vers des distractions narratives.

Qui [se souvient](#) maintenant des premières audiences d'extradition, il y a près de deux ans, au cours desquelles on a rappelé au tribunal que le traité signé par la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui est à la base de l'extradition d'Assange, exclut explicitement les affaires politiques du type de celles que les États-Unis poursuivent contre Assange ?

C'est une victoire pour la criminalité d'État que la discussion ait dévié vers la santé mentale d'Assange plutôt que vers une discussion de fond sur la mauvaise application du traité à des fins politiques.

De même, l'accent mis sur les assurances américaines concernant le bien-être d'Assange vise à masquer le fait que le travail d'un journaliste est criminalisé comme de l'« espionnage » pour la première fois en vertu d'une loi de la Première Guerre mondiale rédigée à la hâte, draconienne et discréditée, l'Espionage Act de 1917. Assange étant un prisonnier politique victime de persécutions politiques, les arguments juridiques sont apparemment impuissants à le sauver. Seule une campagne politique peut continuer à souligner la nature factice des accusations auxquelles il est confronté.

### Les mensonges du pouvoir

Ce qu'Assange nous a légué à travers Wikileaks, c'est une lumière crue capable de percer les mensonges du pouvoir et le pouvoir des mensonges. Il a montré que les gouvernements occidentaux, qui se targuent d'une grande moralité, commettent en réalité des crimes en notre nom, à l'abri des regards, dans des pays lointains. Il a arraché le masque de leur hypocrisie.

Il a montré que les millions de personnes qui sont descendues dans les rues des villes du monde entier en 2003 parce qu'elles savaient que les États-Unis et le Royaume-Uni allaient [commettre des crimes de guerre](#) en Irak avaient raison de manifester. Mais il a également confirmé quelque chose de plus grave : que leur opposition à la guerre a été traitée avec un mépris total.

Les États-Unis et le Royaume-Uni n'ont pas agi avec plus de prudence, ils n'ont pas été plus respectueux des droits de l'homme, ils n'ont pas fait preuve de plus de légèreté en Irak à cause de ces manifestations, à cause des critiques émises. La machine de guerre occidentale a continué malgré tout, écrasant les vies de tous ceux qui étaient pris dans son étau.

Maintenant qu'Assange est enfermé et réduit au silence, la politique étrangère occidentale peut retourner confortablement à l'ère de la responsabilité zéro qui existait avant qu'Assange n'ébranle tout le système avec ses révélations. Aucun journaliste n'osera répéter ce qu'Assange a fait - à moins qu'il ne soit prêt à passer le reste de ses jours derrière les barreaux.

Le message qu'il envoie aux autres ne pourrait être plus clair ni plus effrayant : ce qui est arrivé à Assange peut aussi vous arriver.

La vérité est que le journalisme est déjà ébranlé par les attaques combinées contre Khashoggi et Assange. Mais c'est la traque d'Assange qui porte le coup le plus dur. Elle ne laisse aucun refuge au journalisme honnête, aucun sanctuaire dans le monde.

Jonathan Cook

Article original en anglais : [The hounding of Julian Assange leaves honest journalism with no refuge](#), le 17 décembre 2021

Traduction « *le journalisme honnête le sait bien, et défend Assange...* » par Viktor Dedaj pour [Le Grand Soir](#)

La source originale de cet article est [jonathan-cook.net](#)  
Copyright © [Jonathan Cook](#), [jonathan-cook.net](#), 2021

---

Articles Par : [Jonathan Cook](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)